

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

9 September 2015

DRC

Congo high court orders new look at election timetable

NEWS STORY

Source: Reuters

By Matthew Mpoke Bigg and Mark Trevelyan

8 September 2015 - Democratic Republic of Congo's highest court on Tuesday told election authorities to take a fresh look at the country's voting timetable, raising the prospect of a delay that would enable President Joseph Kabila to stay in office beyond 2016.

The court ordered the national election commission to re-evaluate its calendar, saying that budgetary and political constraints have made it untenable.

Critics say Kabila intends to hold on beyond the election set for November 2016, when he is due to step down, and delay the first peaceful handover of power in a country whose eastern regions have endured years of conflict.

At least 40 people were killed in January in protests over a plan to revise the electoral code. Kabila has ruled Congo since his father's assassination in 2001, and won disputed elections in 2006 and 2011.

Analysts say the 2016 timetable for more than a dozen local, provincial and national elections is in jeopardy due to its \$1.1 billion price tag and difficulties establishing 21 new provinces created in July as part of a decentralisation initiative.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The court said this process, in which the new provinces have yet to establish executive committees, has created "anarchy" in the absence of viable local governance.

The court "orders the National Independent Electoral Commission to evaluate, in complete independence and impartiality, the entire electoral process," its president, Luamba Bindu, said from the bench.

Governors must be in place before polls for new provincial assemblies, now set for Oct. 25 this year, can occur, he said. A postponement of that vote could delay the whole timetable.

The court also ordered the government to take "exceptional transitional measures" to restore order and security in the new provinces and accelerate the elections.

That order could be interpreted as allowing the government to appoint interim governors, but government spokesman Lambert Mende said it was too early to say how Kabila might respond.

Kabila's opponents say they suspect that by naming governors he can install loyalists to help him stay in office.

Kabila has refused to comment on his political future, though Mende says he will respect the constitution.

Aubin Minaku: en RDC, il ne faut pas «avoir un "fixisme" sur les dates»

NOUVELLE

Source: RFI

Par Florence Morice

Aubin Minaku, le président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo (RDC), récemment élu président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, est actuellement en France, où il s'est entretenu notamment avec Michaëlle Jean, la secrétaire générale de la Francophonie et son homologue français Claude Bartolone. A cette occasion, et alors qu'en RDC l'opposition accuse le pouvoir d'organiser un glissement du calendrier électoral afin de maintenir le président Joseph Kabila au pouvoir, Aubin Minaku a accepté ce mardi 8 septembre, d'être l'invité de Florence Morice.

8 Septembre 2015

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Nous sommes à une semaine de la rentrée parlementaire en RDC, quels sont les principaux enjeux de cette rentrée?

Aubin Minaku: La prochaine session parlementaire est budgétaire. Une session budgétaire en pareille période est capitale dans la mesure où nous devons prévoir ce qui convient comme fonds pour les prochaines élections.

Comment se fait-il que, à un mois et demi de la tenue des élections locales, le plan de décaissement pour financer ce scrutin n'ait pas encore été annoncé par le gouvernement ?

Il faut savoir que nous n'avons pas non plus un budget de 100 milliards ou 50 milliards de dollars et les élections vont nous coûter une bagatelle de plus de 800 millions de dollars. Donc nous allons interroger le gouvernement. Mais ce que je peux vous certifier, c'est qu'il n'y a pas mauvaise foi. Quand vous parlez élections en République démocratique du Congo, c'est plus de 30 millions d'électeurs, sur une étendue de 2,355 millions de kilomètres carrés. Ça signifie que nous ne devons pas avoir un blocage sur les dates qui pourrait paraître même stupide à certains égards. Il faut évaluer en tenant compte notamment des aspects budgétaires.

Ça signifie que le calendrier actuel n'est pas tenable?

La Céni [Commission électorale nationale indépendante] devra nous répondre. Mais si la Céni estime qu'il y a des contraintes notamment d'ordre financier, ça ne doit pas bloquer la République.

Vous ne pouvez pas garantir que l'élection présidentielle aura lieu à la date prévue par le calendrier?

En 2011, nous avons organisé les élections avant le 5 décembre parce qu'il y avait une sorte de fixisme encore. Après le 5, c'est le déluge. Et les élections étaient organisées dans des conditions logistiques assez difficiles. Puis il y a eu critiques. Nous allons, forts de l'expérience passée, agir autrement.

Pourquoi dans ce cas-là, ne pas décaler les locales pour garantir, comme le réclame la communauté internationale, que les législatives et la présidentielle soient organisées à une date prévue, ça ne pourrait pas être une solution?

C'est une des hypothèses proposées par certains. Laissez les Congolais dialoguer pour lever une option.

Vous pensez comme le ministre des Relations avec le Parlement qu'une prolongation du mandat de Joseph Kabila permettrait de garantir cette stabilité?

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Ici, on n'en est pas à citer des noms. Actuellement, il y a un président de la République qui va remettre le tablier à un autre président de la République, élu.

En décembre 2016?

Un autre président de la République élu, c'est cela qu'il faut retenir. S'il arrive que les élections soient organisées en décembre 2016 et qu'un autre président est élu, ça va de soi puisque nous sommes dans un Etat de droit. Mais l'essentiel, c'est de savoir dialoguer pour le bien-être de nos populations. C'est là le pourquoi même des consultations que le président de la République est en train de mener et qui pourraient nous conduire à un dialogue.

Mais pourquoi faire un dialogue alors qu'il y a déjà eu des concertations nationales. Ça veut dire qu'elles ont été un échec?

La situation est très dynamique. Puis les concertations nationales, ce n'est pas toute l'opposition qui a pris part à ces travaux.

Mais cette fois-ci non plus, il n'y aura pas toute l'opposition s'il y a dialogue?

C'est vous qui le dites.

C'est l'opposition qui le dit.

On verra bien le jour où le dialogue sera convoqué, s'il est convoqué parce que ce n'est pas à moi de le convoquer.

Que répondez-vous à ceux qui, au sein de l'opposition, craignent que ce dialogue ne serve en fait qu'à retarder les élections et maintenir Joseph Kabila au pouvoir. Est-ce que ces craintes sont justifiées?

Non chacun est libre, chacun s'exprime dans les couloirs, les salons, mais nous allons nous retrouver pour aboutir à une solution raisonnable. C'est cela l'essentiel.

Quelle est la priorité que vous vous êtes fixée en tant que nouveau président de l'Assemblée des parlementaires francophones?

C'est d'abord d'affiner les relations entre tous les Etats membres, de sorte que tous ceux qui sont un peu à l'écart puissent effectivement réintégrer la grande famille des parlementaires de la Francophonie.

Vous pensez à qui en particulier?

Déjà, la Tunisie est de retour. Nous avons aussi d'autres Etats qui sont sous observation, notamment le Burundi, le Burkina Faso.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le Burundi en ce moment, compte tenu de la crise politique que connaît le pays est en mesure de revenir pleinement dans les travaux?

Personnellement, je suis convaincu qu'il en sera ainsi très rapidement. D'ailleurs au niveau de l'union interparlementaire à New York, il y a eu aussi une délégation burundaise.

A cette occasion, vous avez tenu un discours au cours duquel vous avez au nom de la Francophonie affirmé votre attachement aux valeurs de la démocratie, et la défense des droits de l'homme également. De ce point de vue-là, que pensez-vous de la censure qui frappe le film de Thierry Michel, « L'homme qui répare les femmes » sur le docteur Mukwege (le film, qui met en lumière le drame des viols dans l'est du pays). Soutenez-vous cette décision?

Il faut exiger la correction des inexactitudes de ce film. Une partie de ce film concerne le témoignage des femmes qui en langue swahili sont en train de remercier les troupes des forces armées de la République parce que ces troupes les ont sorties des mains des rebelles. Mais la traduction en français est telle que ces femmes seraient en train de condamner les troupes congolaises pour viols. Nous ne pouvons pas laisser passer les contre-vérités. Je souhaite d'abord qu'il y ait une correction claire pour que l'armée ne soit pas dérangée dans sa dignité, violente même dans sa dignité. Une fois corrigé, personne n'empêchera la diffusion de n'importe quel film, notamment celui-là.

RDC: la Cour constitutionnelle ouvre la voie au report des élections

NOUVELLE

Source: BFM TV (<http://www.bfmtv.com/international/rdc-la-cour-constitutionnelle-ouvre-la-voie-au-report-des-elections-913202.html>)

8 September 2015 - La Cour constitutionnelle de la République démocratique du Congo a ouvert la voie mardi à un report du cycle électoral devant mener à la présidentielle de 2016 en ordonnant la tenue des élections des gouverneurs des provinces nouvellement créées avant le premier scrutin devant ouvrir ce cycle, en octobre.

Répondant à une requête en interprétation de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), la Cour a "enjoint au gouvernement" de la RDC de doter la Céni "des moyens nécessaires pour l'organisation impérative des élections des gouverneurs des nouvelles provinces avant toute élection des députés provinciaux et sur toute l'étendue de la République".

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

RDC: éboulement meurtrier dans une mine

NOUVELLE

Source: Le Figaro.fr

8 Septembre 2015 - Les services de secours congolais recherchaient aujourd'hui d'éventuels survivants dans une mine du sud-est de la République démocratique du Congo après un éboulement qui aurait coûté la vie à 13 personnes, a-t-on appris aujourd'hui de source officielle.

"Les recherches pour retrouver des survivants se poursuivent", a déclaré le ministre des Mines du Katanga, Odax Sompou, joint par téléphone à Lubumbashi, capitale de cette province du sud-est de la RDC.

Odax Sompou a refusé de donner un bilan de cet accident survenu hier dans la mine de cobalt de Mabaya, près de la frontière zambienne, à environ 80 km au sud de Lubumbashi.

Cette mine est exploitée par des "creuseurs artisanaux", autrement dit des mineurs clandestins. Ils seraient jusqu'à 10.000 à risquer leur vie dans cette mine à la teneur particulièrement riche.

Un journaliste local et un fonctionnaire d'un service social dédié aux mineurs affirment que 13 d'entre eux sont morts dans l'éboulement d'hier, survenu après deux accidents similaires ayant fait 18 morts au cours de la semaine précédente. Selon le fonctionnaire, la distance de sécurité entre chaque puits de mine est loin d'être respectée, ce qui augmente les risques d'éboulements.

RDC: la capacité des forces nationales et onusiennes mise en cause par les tueries des ADF

ANALYSE

Source: Agence de presse Xinhua

9 Septembre 2015 - Les massacres à répétition perpétrés par les rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF) dans le territoire de Beni en province du Nord-Kivu (Est de la RDC) pousse certains observateurs à remettre en cause la capacité des

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Forces armées de la RDC (FARDC) et de la force de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco).

Les rebelles des ADF implantés depuis 20 ans dans l'est de la RDC sont accusés par les Nations unies, le gouvernement rd-congolais ainsi que la société civile d'avoir tué plus de 400 civils à l'arme blanche, dans une série de massacres au cours des dix derniers mois dans le territoire de Beni, situé à la frontière avec l'Ouganda.

En mai dernier, les nombreuses attaques attribuées aux ADF ont provoqué un mouvement de contestation populaire dans le territoire de Beni. Des commerçants, enseignants et étudiants ont observé plusieurs journées ville-morte, appelant le gouvernement central et les autorités locales à prendre des mesures pour protéger les civils.

Des gens ont accusé les FARDC et la Monusco de faillir à leur devoir de protéger les habitants de cette partie du pays.

"Je suis en train de me poser la question, comment les massacres perpétrés par les rebelles ougandais sont devenus presque quotidiens, que font les FARDC, la MONUSCO, est-ce que Beni est démilitarisé ?", s'est interrogé Jean-Marie Kalondji, président national du "Mouvement il est temps", un regroupement des jeunes qui se bat pour les droits de l'homme.

"On viole, on pille et on décapite nos parents devant l'œil des FARDC et de la MONUSCO, et rien ne se fait", a-t-il indiqué, ajoutant qu'"ils ont annoncé l'arrestation d'un leader des ADF et on a vite pensé que ça sera la fin et l'affaiblissement des rebelles ougandais mais je viens de comprendre que nous sommes trompés".

Samedi dernier, plusieurs personnes ont été tuées à la machette par des hommes des ADF dans le territoire de Beni.

"Les morts de samedi viennent nous rappeler tous que la menace des rebelles ougandais des ADF n'est pas encore éradiquée même si les politiciens nous disent que la situation est sous-contrôle", a insisté M. Kalondji.

Jamil Mukulu, cerveau moteur des rebelles des ADF a été arrêté en avril en Tanzanie et a été extradé en Ouganda en juillet dernier. Malgré cette arrestation, les massacres à la machette s'observent régulièrement dans le territoire de Beni.

D'après Amisi Kalonda, administrateur du territoire de Beni, "les ADF attaquent dans des zone où les FARDC ne sont pas installées".

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"Un citoyen congolais a droit à la sécurité, il ne doit pas la supplier. Dans notre pays, les FARDC et la MONUSCO ont l'obligation de protéger surtout la population qui se trouve dans l'est de la RDC qui est victime des atrocités des groupes armés", a souligné pour sa part Maître Faustin Habibou, chercheur indépendant à l'Université libre des pays des Grands Lacs (ULPGL).

Dans un communiqué publié dimanche, le Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'Homme (CEPADHO), ONG locale basée à Goma, a demandé le lancement, au plus tôt, des opérations conjointes FARDC-MONUSCO contre les groupes armés dans l'est.

Le lieutenant Mike Hazukay, porte-parole de l'armée, a indiqué que l'armée a déjà lancé des opérations contre les ADF. "Nous sommes en train de mener déjà sur terrain des patrouilles pour repousser ces ennemis de la paix", a-t-il expliqué.

Depuis une dizaine d'années, les groupes armés ont envahi la province du Nord-Kivu à cause de ses richesses minières. Selon document interne de la MONUSCO sur les statistiques de groupes armés actifs en RDC, la province du Nord-Kivu héberge plus de 15 groupes armés locaux et étrangers.

RDC: Martin Kobler à l'heure du bilan

NOUVELLE

Source: Afrikarabia via mediacongo.net

(<http://www.mediacongo.net/show.asp?doc=88163#.VfACPxGqpHw>)

Par Christophe Rigaud

Kinshasa, 7 septembre 2015 - Le patron de la Monusco quittera ses fonctions le 31 octobre 2015 après deux ans passés à la tête la mission de l'ONU en République démocratique du Congo (RDC). Un départ qui intervient dans un climat politique tendu, alors que les retards se multiplient dans l'organisation de prochaines élections. Le moment est-il mal choisi?

On l'avait presque oublié, mais le mandat du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC touche (déjà) à sa fin. Martin Kobler, également patron de la plus importante mission de casques bleus dans le monde, avec 20.000 hommes, quittera le Congo le 31 octobre prochain. Arrivé en juillet 2013 en plein conflit entre la rébellion du M23 et l'armée congolaise, Martin Kobler s'était très vite coulé dans la

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

fonction, faisant rapidement oublié le bilan très mitigé de son prédécesseur, Roger Meece.

Des réussites

Le début du mandat de Martin Kobler a été marqué par un retour en force des casques bleus dans l'Est du pays, en conflit permanent depuis plus de 20 ans. Pendant de nombreuses années, la Monuc, puis la Monusco, n'avait pas brillé sur le terrain militaire. « Impuissance » et « passivité » étaient alors les deux vocables les plus utilisés pour définir l'action (ou plutôt l'inaction) de l'ONU en RDC. A son actif, Martin Kobler aura donc réussi à mettre en musique la fameuse Brigade d'intervention de la Monusco pour contrer la mainmise des rebelles du M23 au Nord-Kivu. Contrairement aux autres troupes onusiennes, la Brigade était dotée d'un nouveau mandat plus offensif, lui permettant d'utiliser la force pour venir à bout du M23, en appuyant l'armée congolaise. La Brigade a donc été un double succès: elle a permis de vaincre militairement le M23 en novembre 2013 et de redonner un éphémère soupçon de crédibilité aux casques bleus et à l'armée régulière.

Des groupes armés persistants

Mais le succès militaire sur le M23, cache mal une situation sécuritaire plus complexe et plus volatile dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Une trentaine d'autres groupes armés sévissent toujours dans cette zone, malgré la présence des casques bleus. Au Nord du Katanga, Martin Kobler a eu du mal à juguler les exactions des Bakata Katanga dans ce qu'on appelle encore le « triangle de la mort » entre Manono, Mitwaba et Pweto. Le désarmement d'une autre milice, les FDLR, s'est également avéré « trop timide ». Seuls 350 rebelles sur les 3.000 estimés se sont rendus. Les relations avec l'armée congolaise se sont également dégradées. La Monusco accusant (avec justesse) certains gradés congolais d'exactions et de trafics. Depuis, la coopération militaire entre l'ONU et l'armée régulière (FARDC) est au point mort.

Timides pressions sur Kinshasa

Sur le plan politique, Martin Kobler a su jouer l'équilibriste qui permet à la fois de pouvoir mettre la pression sur les autorités au sujet des droits de l'homme, des arrestations arbitraires, ou de la répression policière... sans rompre le dialogue avec Kinshasa. Sur le plan intérieur, le rôle du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies est resté très réduit... au risque de l'ingérence. Et ce sont évidemment toutes les limites de la fonction de Martin Kobler, qui n'a pas su éviter les arrestations en masse d'opposants politiques, la censure des médias ou la violente répression des manifestations de janvier 2015 par les services de sécurité congolais.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Moment mal choisi?

Si le départ de Martin Kobler n'est pas une surprise, le chef de l'ONU quitte le Congo à un moment charnière de son histoire. Le président Joseph Kabila, en place depuis 2001, doit quitter le pouvoir fin 2016. Selon la Constitution, le président congolais ne peut en effet pas briguer de troisième mandat. Mais Joseph Kabila laisse planer le doute sur ses réelles intentions. L'opposition craint qu'il ne cherche par tous les moyens à se maintenir au pouvoir au-delà du délai constitutionnel de 2016 en faisant « glisser » le calendrier électoral. Martin Kobler part, alors que justement les retards s'accumulent concernant l'organisation des prochains scrutins de 2015 et 2016.

L'ONU a toujours joué un rôle-clé dans la préparation des élections de 2006 et 2011. Cette dernière, s'était d'ailleurs terminée par des fraudes massives. Est-ce le bon moment pour partir? Certainement pas. L'ONU a d'ailleurs demandé à la Monusco de « veiller à la transparence et à la crédibilité du processus électoral ». Il y aura donc du pain sur la planche pour le nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC. L'adjoint de Martin Kobler, l'Américain David Gressly pourrait d'ailleurs lui succéder.

A Goma, dans la zone neutre entre RDC et Rwanda, on pleure les maisons détruites

NOUVELLE

Source: La Libre.be (<http://www.lalibre.be/actu/international/a-goma-dans-la-zone-neutre-entre-rdc-et-rwanda-on-pleure-les-maisons-detruites-55ebf034357097678985aa1f>)

6 Septembre 2015 - Des bulldozers, des maisons en ruines, et des accès de colère: à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), des dizaines de maisons ont été détruites pour dégager la zone neutre avec le Rwanda, censée prévenir de nouveaux conflits territoriaux.

Beaucoup au quartier Mapendo ont vu leur maison rasée en leur absence. "On ne nous a même pas sensibilisés avant, ils sont venus à l'improviste!", accuse le pasteur François Mirindi en regardant, impuissant, les restes de la maison qu'il habitait depuis "bientôt 25 ans". Le pasteur vit désormais dans l'église juste derrière les vestiges de sa demeure. "On verra s'il y aura des indemnités. En attendant, on ne peut rien faire. Je n'ai qu'à encaisser", dit-il avec un sourire résigné.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Assis dans les décombres, avec au loin le majestueux volcan Nyiragongo, des jeunes sont révoltés. "Nous nous sommes mobilisés pour construire ce que nous appelons 'tente', et où on dort à neuf garçons", lance Moïse. "Mais on manque l'eau, on n'a pas de toilette non plus", peste Constave. Quelques mètres plus loin, Zawadi, 10 ans, passe le temps avec ses cinq frères et soeurs. Sa mère, veuve, est partie chercher de quoi manger. Bientôt, la nuit va tomber et il faudra s'endormir à l'abri d'une tente de fortune faite de tôles posées contre un mur. Qui a ordonné de détruire? "C'est Tumbula", lâche l'adolescente.

Roger Rachidy Tumbula est un des experts de la commission congolo-rwandaise chargée de redéfinir la frontière en reconstruisant les 22 bornes construites en 1911 pendant la colonisation belge et allemande. L'idée est née en 2009 mais les démolitions ont commencé le 26 août sous le regard des militaires congolais et rwandais de chaque côté de la frontière.

Sur les réseaux sociaux, la nouvelle s'est vite répandue avec les images de maisons rasées et d'habitants qui cherchent à reconstruire un abri. "Nous avons comptabilisé environ 198 ménages qui étaient en désordre dans la zone neutre", explique M. Tumbula, démentant que les habitants aient été pris par surprise: "cela fait six mois que je disais qu'on allait venir, mais les gens ne croyaient pas que cela allait être réalisé".

"Nous avons commencé à détruire pour que nous puissions avoir un grand boulevard qui sépare les deux pays, et que les querelles et les infiltrations cessent", renchérit Julien Paluku, le gouverneur de la province du Nord-Kivu, dont Goma est le chef-lieu.

En juin 2014, un bref conflit a opposé Kinshasa et Kigali, qui se disputaient la colline de Kanyesheza, à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Goma. Cinq militaires congolais avaient été tués, faisant craindre une escalade de la violence entre les deux voisins au passé tourmenté. Le Rwanda a en effet soutenu la rébellion de Laurent-Désiré Kabila - père de l'actuel président congolais Joseph Kabila - qui renversa Mobutu Sese Seko en 1997. Kigali a ensuite combattu Kinshasa pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2003) et appuyé trois groupes armés tutsi congolais, dont le défunt M23, qui occupa brièvement Goma fin 2012.

Quelques jours après la bataille de Kanyesheja, un mécanisme d'États de la région chargé de surveiller la frontière entre la RDC et le Rwanda a estimé que la colline disputée se trouvait bien en RDC.

Pour prévenir pareil litige, la commission mixte a convenu qu'il fallait dégager 6,25 mètres de part et d'autre de la frontière. Des destructions devraient bientôt avoir lieu au Rwanda, avec en contrepartie une "indemnisation", selon M. Tumbula. Pour les autorités congolaises, pas question d'indemniser, même si des Congolais affirment

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

s'être installés après obtention de documents délivrés par la "mairie" ou un "chef de quartier". Elles prévoient cependant une "aide sociale de 100 dollars et cinq plaques de tôle", indique M. Tumbula.

Pour Ghislaine, qui a perdu sous ses yeux ses deux maisons, cette proposition est indécente. "Ça ne suffit pas. Les cinq tôles, je vais les mettre où? Je vais aller où? Je veux un lieu où on sera relogé et qu'on nous donne du matériel de construction". En attendant, elle vit avec douze enfants sous un petit abri composé de bâches. Quant à Safari, même s'il essaie d'en rire, il déplore également ses conditions très précaires. "J'attends qu'il fasse noir pour me laver derrière les bananiers", confie-t-il, gêné.

Grands Lacs: ces envoyés spéciaux qui font pression uniquement sur la RDC

OPINION

Source: Forum des As

Par Kandolo M.

Kinshasa, 7 septembre 2015 - L'Ouganda et le Rwanda qui ne sont pas du tout des démocraties ne sont nullement dans le viseur de la Communauté internationale.

Le groupe des Envoyés et représentants spéciaux de la Communauté internationale s'est réuni à Genève en Suisse, du 28 août au 3 septembre. On retient en gros que dans leur communiqué rendu public jeudi dernier, ils en appellent pour la RDC à trouver un compromis pour un processus électoral crédible et inclusif conduisant à des élections apaisées gages du développement.

Implicitement, ils recommandent aussi la priorisation des scrutins, ce qui veut dire donner l'importance à la présidentielle et aux législatives plutôt qu'aux locales comme le veut le gouvernement congolais. En analysant ce communiqué des Envoyés internationaux dans les Grands lacs, il appert clairement qu'il n'apporte rien de nouveau dans les vœux exprimés chaque jour par les Congolais eux-mêmes en ce qui concerne le processus électoral.

Les Envoyés spéciaux n'ont fait qu'enfoncer une porte déjà largement ouverte que ce soit pour l'accord à dégager pour des élections dans les délais constitutionnels ou l'importance des scrutins, on en débat à foison dans la classe politique. L'Opposition appuyée par certains partis politiques de la MP exigent le renvoi pur et simple des

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

locales et les municipales pour ne retenir au calendrier que les provinciales, les législatives et la présidentielle.

Rien de neuf donc dans la sortie médiatique des Envoyés internationaux dans les Grands lacs. Museveni au pouvoir depuis 1986 sans alternance

Dans les Grands lacs, disons-nous ? Oui, dans les Grands lacs, une région qui comprend, essentiellement, l'Ouganda, la RDC, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi. Ces Envoyés spéciaux sont donc détachés dans cette région des Grands lacs, auprès de ces quatre pays.

Or, apparemment ils donnent l'impression de ne s'intéresser qu'à la seule RDC qui est dans le viseur. Alors que c'est connu, à part la Tanzanie de Jakaya Kikwete, où il y a l'alternance démocratique et jamais de débat sur un quelconque " 3ème mandat ", le Rwanda et l'Ouganda sont des dictatures où il n'y a aucun semblant de démocratie.

Mais on ne sent nullement un quelconque acharnement de la Communauté internationale par ses Envoyés spéciaux pour modifier le cours de l'histoire. Cela semble injuste.

Commençons par l'Ouganda de Yoweri Museveni Kaguta. Au pouvoir depuis 1986, donc 29 ans, près de 30 ans d'un pouvoir absolu, un règne sans partage. Cet homme continue à organiser des élections à la soviétique, sans challenger, tous les probables prétendants devant être embastillés avant les scrutins. Il n'y a pas une vie politique en Ouganda où tous les espaces d'expression sont verrouillés.

Ensuite vient le Rwanda, avec le régime de type militariste et va-t-en-guerre de Paul Kagame. 21 ans qu'il utilise des méthodes barbares de la Gestapo pour réprimer sauvagement et dans le sang toute moindre opposition politique interne ou externe.

Au Rwanda règne un maître absolu qui n'a jamais organisé une élection démocratique

Comme en Ouganda, il n'y a pas une presse libre au Rwanda. Toutes les voies d'expression démocratique sont hermétiquement fermées. Il ne règne qu'un seul homme Paul Kagame. Naturellement, il n'a jamais organisé des élections démocratiques même de façade. C'est le seul et unique candidat, tous les autres risquant tout simplement d'être froidement abattus. Sauf à accepter de jouer le faire valoir. En ce moment, il est en train d'utiliser de fallacieuses arguties juridiques pour faire sauter la limite des mandats et se représenter à un troisième mandat. On n'a pas entendu la moindre protestation des Envoyés spéciaux dans les Grands lacs qui donnent l'impression de ne rien voir. Toute leur attention est portée sur la RDC, celle-ci est pourtant loin sur le plan des acquis démocratiques.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

C'est là où il y a une politique de deux poids deux mesures à l'égard de la RDC. Des pressions seulement contre celle-ci, mais rien au Rwanda, à l'Ouganda et au Burundi. Cette injustice caractérisée de la Communauté Internationale à l'égard de la RDC est des plus condamnables. Cependant, elle prend ses origines dans l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, février 2013. Un texte à la limite très déséquilibré.

En effet, alors qu'il est établi que c'est bien le Rwanda qui a créé, armé et soutenu le M23, et que ce pays agresse épisodiquement son voisin la RDC et pas l'inverse, c'est plutôt Kinshasa qui a une multitude d'engagements par rapport à cet Accord. C'est bien insolite. La RDC doit procéder à toute sorte de reformes, politique, économique, démocratique, institutionnelle, organiser des élections crédibles... Mais côté Rwanda, rien.

Ce qui fait que c'est la seule RDC qui est tenue de rendre compte à la Communauté internationale des avancées dans l'accomplissement de ses engagements internationaux. Raison pour laquelle Kinshasa a mis en place une structure chargée du suivi de l'application de l'Accord-cadre. Le Rwanda n'y est pas contraint. C'est pourtant, aux côtés de l'Ouganda de Museveni la machine à fabriquer des rebellions congolaise. La réunion de Genève a connu la participation de Saïd Djinnit pour l'Onu, Ibrahim Fall pour l'UA, Martin Köbler pour la Monusco, Thomas Perriello pour les USA, Koene Vervaeke pour l'UE et Franck de Coninck pour la Belgique.

Bringing the Terminator to justice is only the start of creating peace in Congo

OPINION

Source: The Guardian

The militia leader Bosco Ntaganda is facing charges of crimes against humanity in The Hague. His supporters in Rwanda and Uganda must be held accountable too

8 September 2015 - For many Congolese September brings bad memories. It was in September 16 years ago that RCD-ML – a rebel group for Uganda's illegal occupation and exploitation of the Democratic Republic of the Congo's gold, coltan and diamonds – was launched in Kampala.

In September a year later, Thomas Lubanga, the first person to be convicted by the international criminal court (ICC) in The Hague, created the notorious UPC militia that

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

devastated the Ituri region of the DRC; and again, in the same month in 2002, an estimated 3,000 civilians were massacred in Ituri's hospital town of Nyankunde – the single largest massacre of the second Congo war.

So when the ICC prosecutor last week began reading the 18 counts of war crimes and crimes against humanity that Bosco Ntaganda had allegedly committed against the Congolese people from September 2002 to September 2003, my heart cried.

Ituri is a small province in north-east Congo with rich deposits of gold, diamonds, coltan, timber and oil. During the second Congo war, from 1998 to 2003, it became known as the bloodiest corner of the country. Rival political and military leaders in DRC, Uganda and Rwanda – vying for control of Congo's highly valuable natural resources – had armed and trained rival ethnic groups in Ituri to ensure their access to the minerals, unleashing a spiralling conflict that engulfed their civilians. It was a genocidal slaughter in slow motion.

Massacre, rape, sexual slavery, the use of child soldiers and mass displacement were the hallmarks of his brutality.

The world eventually responded and an EU and UN intervention stabilised Bunia, Ituri's provincial capital. As a result, three of the leading war criminals – Thomas Lubanga, Mathieu Ngudjolo and Germain Katanga – found themselves in the dock at the ICC. Kigali and Kampala withdrew their armies from Congo – marking the end to what journalists had termed the first African war.

But the peace did not last – and Ntaganda, alongside his friends and supporters in Kinshasa, Kampala and Kigali, bears the greatest responsibility for this. Born in neighbouring Rwanda in 1973, Ntaganda had his first taste of fighting in Uganda, where he joined the Rwandan Patriotic Front and fought alongside Paul Kagame to overthrow the genocidal regime in Rwanda in 1994. It was in Ituri, though, where he co-led Thomas Lubanga's UPC militias from 2002 to 2005, that he made his name.

Ntaganda, known to locals as the Terminator, was ruthless: massacre, summary execution, rape, sexual slavery, the use of child soldiers and mass displacement were the hallmarks of his brutality. His victims ranged from anyone of Lendu, Bira, Nande or Ngiti ethnicity to children from his own militia group.

By 2008, more than 5.4 million Congolese of a pre-war population of 50 million had already been killed. Ntaganda was co-leading another newly established, Kigali-backed militia group, known by its French acronym CNDP – and leaving a trail of blood across North Kivu in eastern Congo. In Kiwanja, 55 miles north of Goma, North Kivu's provincial capital, he slaughtered 150 civilians outside a UN peacekeeping compound.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Though I and others were campaigning to have him brought to The Hague, Ntaganda and his supporters were growing more powerful. He was so certain of his impunity that he lived and moved about openly in Goma – selling and smuggling conflict minerals, and playing tennis and eating in restaurants within sight of the world’s largest UN peacekeeping mission.

His crucial mistake came in April 2012, a few weeks after the ICC sentenced Lubanga to 14 years’ imprisonment, when he formed a new militia, the M23, and began committing new atrocities in eastern Congo.

In one brutal attack, in the village of Chengerero, his troops gang-raped a 32-year-old woman then set her on fire; at least 46 women and girls were raped in other attacks, and 33 young men and boys who tried to escape his rebel group were summarily executed.

This time, the international response was formidable. Within a month, a second international arrest warrant against Ntaganda had been issued. Britain, Germany and other nations suspended aid money to Kigali over its support to the M23 and the UN Security Council approved the creation of the first overtly offensive force to neutralise M23 and other foreign militia groups tyrannising Congo. And by March 2013 Ntaganda had voluntarily surrendered himself to the ICC.

The 18 counts he is facing at The Hague are merely a snapshot of his many alleged crimes across Congo. But it’s a good starting point, a victory for his victims and rights groups.

But for me, as a Congolese man, the question that remains unanswered is: what about Ntaganda’s patrons and Lubanga’s supporters in Rwanda and Uganda? A permanent peace between Congo and its neighbours is unlikely until those who aided and abetted these two butchers’ crimes are held accountable.

RWANDA

UK Sends Minister to Fix Rwanda Relations

NEWS STORY

Source: KT Press (Rwanda)

By Dan Ngabonziza

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

8 September 2015 - Rwanda and Britain are scheduled to review their relationship after it turned sour in June following the arrest of Gen. Karenzi Karake Rwanda's Intelligence chief.

The British government has sent its Minister of State for International Development and Minister for Africa in the Foreign Office, MP Grant Shapps arrives Tuesday in the capital Kigali.

The UK High Commissioner in Rwanda, William Gelling, recently told the press that his government was drawing a plan to review its relations with Rwanda.

On June 20, Gen. Karake was arrested by the Metropolitan Police at London Heathrow Airport. He was returning home. The British Police claimed they were complying with a 2008 Spanish issued arrest warrant that sought to extradite to Spain the Rwandan General.

Rwandans across the world condemned the arrest.

Britain is a major donor to Rwanda extending an estimated at £10 million in annual support to the budget.

According to the British High Commissioner in Kigali, part of Minister Shapps' two-day visit will include touring different projects funded by the British Department for International Development (DFID) in the countryside.

It is also expected that Rwanda's Finance Minister Clever Gatete and Shapps will formally sign the DFID Learning for All education programme and later meet members of the press.

In 2013, DFID, in partnership with Rwanda, offered £11.9million (Rwf12b) to support 26 projects promoting innovation in country's education sector, with a focus on projects promoting English.

One of the successful projects is \$1million 'Teacher Self-Learning Academy project' run by Plan International Rwanda-a child rights organisation. The project improves quality of teaching and learning in Science and English using innovative technology.

Paul Kagamé: le Rwanda à sa manière

OPINION / ANALYSE

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Source: Jeune Afrique (Extraits de L'homme de fer, conversations avec Paul Kagamé, président du Rwanda, François Soudan, Nouveau Monde Éditions. Parution le 10 septembre. L'ouvrage est également publié en anglais.)

9 Septembre 2015 - Dans un livre d'entretiens accordés à François Soudan, l'homme fort de Kigali n'éluide aucune question. Un ouvrage qui permet de mieux saisir celui qui est vénéré par les uns, redouté par les autres.

« Tout ce qui doit être dit, nous le disons ouvertement, directement, à notre manière, en tant que Rwandais. » Dans la postface au livre d'entretiens qu'il a accordés à François Soudan, directeur de la rédaction de J.A., le président rwandais Paul Kagamé livre incidemment la clé d'un malentendu tragique, né dès l'époque coloniale: « Le Rwanda ne semble inscrutable et mystérieux qu'à ceux qui n'ont pas la patience – ou, peut-être, l'humilité – de venir s'asseoir sur l'herbe à nos côtés, comme nos égaux. » S'il n'a pas partagé le lait avec son interlocuteur, assis sur les verdoyantes collines du Rwanda, face aux troupeaux de vaches que les Tutsis vénèrent comme d'autres peuples sanctifient le soleil, François Soudan a su, à travers son leader emblématique, approcher l'âme d'un peuple réputé insaisissable.

Depuis vingt et un ans, pour le meilleur comme pour le pire, la destinée des Abanyarwandas (le peuple du Rwanda) se confond avec ces six lettres: K-A-G-A-M-É. Derrière ce personnage austère, introverti et exigeant, qui dort peu et a pour boissons favorites « l'eau et le thé », se cache un mentor à nul autre pareil, dont le pays des Mille Collines a accouché. Un déraciné longtemps exilé en Ouganda, qui avait 36 ans lorsqu'il put enfin fouler en homme libre le sol ensanglanté de sa terre natale, en juillet 1994. Un officier spécialiste du renseignement qui se hissa progressivement au sommet du pouvoir sans coup d'État – et sans, dit-il, l'avoir « envisagé » -, après avoir mis un terme au génocide à la tête d'une rébellion de fortune, déterminée et disciplinée. Un chef d'État atypique, célébré pour ses réalisations économiques et sociales mais dont la réputation, au sein des ONG internationales de défense des droits de l'homme, semble parfois plus terrifiante que celle de tous les despotes africains réunis, d'Amin Dada à Mugabe et de Sékou Touré à Kadhafi...

À force de le présenter comme un tyran sanguinaire qui aurait assujéti son peuple, la presse occidentale s'est durablement abstenue de questionner Paul Kagamé. François Soudan, lui, n'a pas eu ce réflexe. Depuis 2002, il interviewe chaque année le président rwandais pour Jeune Afrique. Une habitude qui lui est régulièrement reprochée, comme si l'intervieweur d'un chef d'État controversé était mécaniquement suspect d'avoir vendu son âme au diable. Un exercice de haute voltige, en l'espèce, car avec « le Boss » (comme on le surnomme officieusement dans son entourage), la médiocrité n'est pas de mise. Face à lui, mieux vaut avoir révisé ses fiches et ciselé la formulation de

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

ses questions, sous peine de figurer au tableau de chasse de ce rhéteur décomplexé. « Nous sommes ouverts à tous les conseils en matière d'évolution démocratique, à condition qu'ils soient de bonne foi, mais nous n'aimons pas les prescriptions, encore moins les ordres », assène, entre autres saillies, le chatouilleux héritier du Mwami – le monarque précolonial, même si l'intéressé, apparenté à la famille royale, est un républicain fervent.

François Soudan le connaît bien, de même qu'il maîtrise la règle du jeu. Au Rwanda, contrairement à une légende tenace, aucune question n'est taboue: tout dépend de qui la pose, et dans quel état d'esprit. Florilège.

Les hôtels, jugés trop huppés, où on lui a reproché de séjourner lors de sommets internationaux? « J'ai dormi dans des trancheés; n'importe quel hôtel est donc susceptible de me convenir. Cependant, à qui revient le droit de décider des normes s'appliquant à ma personne et, par la même occasion, à mon pays? »

L'intolérance du régime rwandais à la critique? « Chaque jour, au moins une personne à l'étranger se plaint de l'intolérance envers la critique dans ce pays. Pourtant ces personnes sont libres de venir ici, de nous critiquer, puis de rentrer chez elles sans être sanctionnées. »

Ses deux élections au suffrage universel, avec un taux de participation record et plus de 90% des suffrages exprimés? « En quoi un taux de participation allant de 30% à 50% [en Afrique ou en Occident] est-il plus démocratique qu'un taux de participation de 97% [au Rwanda]? En France, en 2002, [...] Chirac l'a emporté avec 82%? Cela voulait-il dire que la France était devenue une dictature? »

Dans L'Homme de fer, François Soudan revient longuement sur la matrice qui a enfanté le « nouveau Rwanda ». Les longues années d'exil, qui ont vu une diaspora apatride mûrir son projet de retourner vivre sur ses terres pour y tourner la page de l'ethnisme, quitte à prendre les armes. La création du Front patriotique rwandais (FPR), ce mouvement politico-militaire ayant fait la synthèse d'influences multiples, du marxisme au panafricanisme, et devenu parti-État après avoir arpenté le maquis. La renaissance spectaculaire d'un pays délabré, promis aux ténèbres de la division au lendemain du génocide, qu'il a fallu réconcilier avec lui-même sans mode d'emploi préétabli...

Dans l'unique livre d'entretiens qu'on lui ait consacré depuis son accession à la présidence de la République, en 2000, Paul Kagamé répond à François Soudan avec ce mélange d'understatement et d'intransigeance qui lui a valu d'être vénéré par les uns et détesté par les autres. Lorsque son intervieweur lui demande qui a tué, en Afrique du Sud, son ex-collaborateur Patrick Karegeya, devenu un opposant résolu, l'ancien chef de guerre laisse ainsi planer le doute, sans revendiquer l'assassinat ni chercher à s'en

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

dédouaner : « Le terrorisme a un prix, la trahison a un prix. [...] Chacun a la mort qu'il mérite. »

Pour les autorités rwandaises, qu'on s'en indigne ou qu'on s'en félicite, l'allégeance aux puissances impériales et aux faiseurs d'opinion relève d'un passé révolu : « Soyons clairs : le monde extérieur peut nous critiquer ou nous applaudir [...], la responsabilité de tout ce qui concerne notre sécurité nous revient à nous et à nul autre. » Pourfendant « les magistrats omniscients et omnipotents de la CPI [Cour pénale internationale] », revendiquant de livrer régulièrement, au sujet des responsabilités de la France ou de la Belgique dans le génocide, « l'entière vérité, peu importe à quel point elle dérange », l'admirateur de feu Lee Kuan Yew, l'indéboulonnable Premier ministre singapourien, admet, en conclusion, regretter l'obsession du monde extérieur pour le volet macabre de l'identité rwandaise, au détriment de sa résilience. « La partie de notre histoire qui reçoit le moins d'attention s'avère être, en tout cas pour nous, la plus importante : elle retrace la manière dont nous avons su nous rassembler après le génocide afin de trouver des solutions à nos problèmes, et ce que nous devons faire afin de tenir le cap dans les années à venir. »

CANDIDAT OU PAS?

Sera-t-il candidat pour un troisième mandat, comme la réforme constitutionnelle d'initiative parlementaire en cours au Rwanda le laisse supposer? Pour Paul Kagamé, la fermeté n'exclut pas l'ambiguïté.

« On décrit parfois la société rwandaise comme une société moutonnaire, aveugle, conduite à la baguette par un pouvoir tout droit sorti du 1984 de George Orwell. C'est stupide. Je ne suis pas un médecin qui délivre au peuple des ordonnances obligatoires sur ce qu'il doit faire ou ne pas faire en le prenant à la gorge. [...] Et donc, pourquoi les journalistes continuent-ils de me demander ce que j'ai l'intention de faire? Pourquoi m'accusez-vous de quelque chose qui ne s'est pas produit? Attendez au moins jusqu'en 2017 pour voir ce qui se passe – et accusez-moi à ce moment-là s'il y a lieu. Le fait est qu'il est a priori pour moi hors de question de modifier la Constitution. C'est la Constitution de tout un peuple, à lui de décider. »

BURUNDI**Burundi opposition official shot dead in the capital – witnesses****NEWS STORY**

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Source: Reuters

By Aaron Maasho

8 September 2015 - Gunmen have shot dead an opposition official in Burundi, witnesses said on Tuesday, the latest in a spate of killings after the disputed re-election of President Pierre Nkurunziza.

Witnesses heard gunshots in the capital Bujumbura's Gasenyi district on Monday evening and then found Patrice Gahungu, a spokesman for the opposition UPD Zigamibanga party, dead in his car. A police officer said he was shot near his home.

"It is a political assassination because he had no problem with any one," Clemence Nsabiyimbona, his wife, told Reuters. "In this country when you openly oppose the ruling party and the government, you are automatically an enemy worth being killed."

Impoverished Burundi was plunged into a political crisis in late April when Nkurunziza announced he would seek a third term, which opponents and Western powers said violated a peace deal that ended an ethnically charged civil war in 2005.

Protests in April and June left dozens dead and prompted tens of thousands people to flee.

In August, unidentified gunmen killed General Adolphe Nshimirimana, who was in charge of the president's personal security. A local leader of the ruling party was also killed, while a prominent rights activist was shot and wounded.

Nkurunziza was sworn in on Aug. 20 for another five-year term. His party won a sweeping victory in a parliamentary vote.

New ministers were sworn in last month and some of them had been part of the opposition, drawing criticism from other opponents who said the cabinet was not legitimate.

Separately, police spokesman Pierre Nkurikiye said the dead bodies of a driver working for the ruling CNDD-FDD party and another man were found in an area that had been hotbeds of protests in Bujumbura. He did not give further details.

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

UN peacekeeping head in C. African Republic urges inquiries

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

NEWS STORY

Source: Associated Press

Bangui, 8 September 2015 - The head of United Nations peacekeeping operations in Central African Republic says governments that contribute troops accused of sexual abuse must investigate the charges.

Herve Ladsous spoke in Bangui on Tuesday, saying he has contacted ambassadors of the countries. He said if immediate action isn't taken, consequences may result.

The U.N.'s human rights chief on Thursday said staff has turned up a case of alleged sexual abuse of a girl by a French soldier in Central African Republic. The announcement follows other allegations of child sexual abuse by French soldiers that are being investigated.

France deployed troops to Central African Republic in late 2013. A U.N. peacekeeping mission also deployed has been hit by more than a dozen sexual abuse allegations. The mission's leader was forced to resign last month.

KENYA

Kenya police arrest three with suspected bomb in Nairobi mall

NEWS STORY

Source: AFP

8 September 2015 - Kenyan police arrested three men Tuesday found with a suspected homemade bomb as they entered the country's largest upscale shopping mall, police said.

The bomb was later safely detonated in a controlled explosion.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"We have detained three men who were found with an improvised explosive device," said local police chief Robinson Mboloi, who heads the capital's Kasarani district where the Garden City Mall is located.

"Bomb disposal unit officers have detonated it and the area is now safe," he added.

The Nairobi mall, which opened earlier this year, claims to be East Africa's largest shopping centre.

Kenya has been hit by a string of attacks by Somali-led and Al-Qaeda-affiliated Shebab rebels, who two years ago attacked Nairobi's Westgate shopping mall.

In that attack, the Islamists stormed in and massacred 67 shoppers and staff in four days of carnage, in retaliation for Kenya's army being in Somalia.

The three men arrested Tuesday were reported all to be Kenyans, and were stopped together by officers at security checks going into the mall.

"The device was detected at the screening point, and I thank the security for being swift in their work," Mboloi said.

"They will be investigated to establish their links to terrorism and Al-Shebab."

Since Westgate, the Shebab have continued to strike on Kenyan soil, with an even bigger attack in April this year, when another four suicide attackers massacred 148 people in Kenya's northeastern Garissa University, most of them students.

SOUTH AFRICA

U.S. Warns of Extremist Threat to Interests in South Africa

NEWS STORY

Source: Bloomberg Business

By Amogelang Mbatha

8 September 2015 - The U.S. Embassy in South Africa said extremists may be targeting American government and business interests in the country, a week after it warned that groups in the region sought to harm U.S. citizens.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The diplomatic mission in Pretoria “has received information that extremists may be targeting U.S. interests in South Africa, to possibly include U.S. government facilities and other facilities identifiable with U.S. business interests,” it said in a security message on its website on Tuesday. “There is no additional information as to timing or potential targeting.”

State Department spokesman John Kirby said on Tuesday that the U.S. mission in South Africa “had information indicating a potential terrorist threat and they acted on that,” although he couldn’t be more specific. “We’re going to continue to monitor” the situation, Kirby said.

South Africa’s state security department refused to confirm or deny knowledge of the threat.

“From a state security point of view, we don’t disclose such information because it must be dealt with in terms of strict confidentiality,” department spokesman Brian Dube said by phone. “That information has to go via the internal law enforcement and diplomatic agencies.”

SOUTH SUDAN

South Sudan passes 2015/2016 budget as fighting continues

NEWS STORY

Source: Reuters

By Denis Dumo

Juba, 8 September 2015 - South Sudan's parliament passed a much-delayed budget for 2015/2016 on Tuesday, cutting spending by 6 percent in a nation where fighting shows no sign of abating despite last month's ceasefire agreement.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

South Sudan's fiscal year starts on July 1 but lawmakers have not debated the bill due to fighting in the northern oil-producing regions.

The world's newest country has been ravaged by war since December 2013, when soldiers loyal to President Salva Kiir clashed in the capital Juba with troops loyal to his former deputy Riek Machar.

Manasseh Magok Rundial, speaker of the parliament, said the new budget would face financial pressures going forward.

"The house observed that some (ministries) are demanding additional funds. However, given with the wide budget deficit in this current fiscal year, the House recommends that the concerns ... be addressed in a supplementary budget," added Goc Makuac Mayol, chairperson of the economy, development and finance committee.

The new budget puts spending at 10.3 billion South Sudanese pounds, down from 11 billion in 2014/2015.

South Sudan's economy has taken a hammering during the course of the conflict and the currency has weakened about 200 percent on the black market since the outbreak of the conflict to trade at about 15 to the dollar. The official rate has remained unchanged at 2.9 to the dollar.

The government did not say in the budget how it expects to raise money for the budget but in the past oil has accounted for most of its expenditure. Juba has also taken loans from Chinese companies, offering to pay for them with future oil proceeds.

Kiir signed the peace deal last month but both sides have accused each other of violations. Rebels on Monday said the government troops attacked their positions in Upper Nile state, where most of South Sudan's oil is based.

"These (attacks) clearly demonstrate that Juba regime is not ready for peace to be restored in this country", Colonel William Gatjiath Deng, rebel spokesman said in a statement on Monday.

The U.N. Security Council has warned both sides that it could impose sanctions if the August deal collapses.

UNMISS Closes Foreign Nationals PoC Site

NEWS STORY

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Source:

<http://www.gurtong.net/ECM/Editorial/tabid/124/ctl/ArticleView/mid/519/articleId/17354/UNMISS-Closes-Foreign-Nationals-PoC-Site.aspx>

The United Nations Mission in South Sudan (UNMISS) announced last Friday the closure of the foreign nationals' protection of civilians site at the UN base in Juba.

7 September 2015 - The mission announced that 241 foreign nationals have been relocated from a protection-of-civilians (PoC) site from the missions' headquarters since 27 August to locations in Juba Town, Yambio Town and the Makpandu refugee settlement in the Western Equatoria State capital.

"All of the foreign nationals who registered voluntarily for the relocation programme received relocation package to support their transition" said UNMISS Acting spokesperson, Joseph Contreras in a statement.

"They were sheltered in the PoC sites established by UNMISS, including in Juba, in fulfillment of the Mission's mandate to protect civilians under imminent threat of physical danger" said UNMISS.

"The outbreak of the conflict in South Sudan in December 2013 triggered an influx of hundreds of foreign nationals into UNMISS camps across the country".

"With the change in the security situation in Juba, the majority of the foreign nationals have since left UNMISS POC sites to return to their homes in the communities in Juba."

UNMISS said a number of the foreign nationals, most of whom from Ethiopia, Eritrea and Somalia, have remained in the UNMISS site even though there are no longer protection concerns to justify their continued stay in the Mission's camps.

"UNMISS in collaboration with relevant UN agencies has since been working to provide the foreign nationals with alternative places to which they can relocate within South Sudan" said Contreras.

All of the foreign nationals were given multiple opportunities to obtain asylum-seeking certificates from the Government of the Republic of South Sudan that would enable them to remain legally in the country while their applications for refugee status are reviewed.

The UN Mission said to date, 241 of the foreign nationals have since taken up the offer and relocated voluntarily to Yambio and Juba.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

“The remaining 233 foreign nationals refused to take up any of the relocation options prior to the expiry of the deadline on 1 September”.

“The Mission wishes to emphasize that the deadline to participate in the relocation process was 1 September and there will be no extension to allow the foreign nationals to stay any longer on UNMISS premises” said Contreras.

“The PoC site where the remaining 233 foreign nationals are staying will be closed on Monday 7 September” UNMISS announces.

“UNMISS once again calls upon all the remaining foreign nationals in the PoC site to vacate the premises immediately and peacefully. Their continued stay beyond the deadline will not be condoned” Contreras stated.

South Sudan calls for ceasefire monitors as it denies attacking rebels

NEWS STORY

Source: AFP

South Sudan's army called for international monitors to observe a ceasefire, as it rejected repeated rebel claims of heavy battles in the war-torn country.

8 September 2015 - Both sides have accused each other of breaking the August 29 ceasefire aimed at ending a brutal 20-month civil war, and the United States has said it is preparing possible new UN sanctions for two more individuals for their role in the continued fighting.

Ceasefire monitors from the regional East Africa bloc IGAD, which led efforts to negotiate the peace deal, are meant to be monitoring the ceasefire, the eighth to have been agreed since war began in December 2013.

But IGAD monitors for now lack the resources to monitor the rival forces, fractured into multiple militia units, with the rebels themselves divided.

"We have asked for monitors from the United States or the United Nations to fill the gap, to observe the ceasefire to stop these accusations," army spokesman Philip Aguer told AFP.

The request for international monitors had been made by the army chief Paul Malong, he added.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The world's youngest nation, South Sudan descended into bloodshed in December 2013 when President Salva Kiir accused rebel chief Riek Machar, then his deputy, of planning a coup.

The violence has left tens of thousands of people dead and the impoverished country split along ethnic lines.

Aguer dismissed rebel claims late on Monday that government forces had attacked rebel positions for a fifth day in the battleground northeastern state of Upper Nile as "lies", and said that the army "remains committed to the ceasefire".

But rebel spokesman William Gatjiath Deng claimed helicopter gunships from neighbouring Uganda -- which sent in troops to back government forces, but who under the peace deal, must withdraw by October 10 -- had pounded their positions.

It was not possible to independently verify the reports.

Soudan du Sud: l'armée veut des observateurs

NOUVELLE

Source: Le Figaro.fr avec AFP

8 Septembre 2015 - L'armée sud-soudanaise a réclamé aujourd'hui l'envoi d'observateurs internationaux pour surveiller l'application du cessez-le-feu en vigueur, alors qu'elle est accusée par le camp rebelle de continuer à mener de violents combats. Les belligérants s'accusent mutuellement de ne pas respecter le cessez-le-feu, conclu en août pour mettre fin à la sanglante guerre civile qui ravage le jeune pays depuis vingt mois. A la demande des Etats-Unis, le Conseil de sécurité de l'ONU a étudié vendredi la possibilité d'imposer un embargo sur les armes au Soudan du Sud en réponse aux violations de l'accord de paix.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Cet accord, signé par le chef de la rébellion Riek Machar et le président Salva Kiir, prévoit une trêve dans les combats qui ont fait des dizaines de milliers de morts et chassé quelque 2,2 millions de Sud-Soudanais de leurs foyers.

Le groupement est-africain de l'Igad - Djibouti, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan, Soudan du Sud -, qui a assuré la médiation des pourparlers de paix sud-soudanais, est censé contrôler sur le terrain le respect du cessez-le-feu entré en vigueur fin août. Mais leurs observateurs manquent de moyens pour surveiller efficacement les forces rivales, éclatées entre de multiples groupuscules militaires.

"Nous avons demandé à des observateurs américains ou des Nations unies de prêter main forte pour contrôler le cessez-le-feu et faire cesser les accusations" lancées par le camp rebelle, a déclaré le porte-parole de l'armée Philip Aguer. La mission de l'ONU au Soudan du Sud (MINUSS) compte quelque 12.500 militaires et policiers, mais ces derniers sont disséminés dans un pays de la taille de l'Espagne et du Portugal réunis, dont de larges zones sont difficilement accessibles même pendant la saison sèche.

Le Soudan du Sud a proclamé son indépendance en juillet 2011, grâce à la partition du Soudan, sous les auspices des Etats-Unis. La plus jeune nation du monde a replongé deux ans et demi plus tard dans la guerre en raison de dissensions politico-ethniques alimentées par la rivalité entre MM. Kiir et Machar.

SUDAN

L'opposition soudanaise à Paris pour discuter du processus de paix

NOUVELLE

Source: RFI

Par Kandolo M.

L'opposition et les groupes rebelles soudanais se retrouvent cette semaine à Paris pour discuter du processus de paix. Alors que le régime soudanais exige que le dialogue politique se tiennent à Khartoum, les opposants, les rebelles et désormais l'Union africaine souhaitent qu'il se tienne à l'étranger. L'Union africaine a proposé qu'Addis-Abeba accueille un pré-dialogue mais Khartoum

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

refuse. La situation est bloquée depuis un an et demi. Les envoyés spéciaux américains et européens pour le Soudan doivent en discuter ce mercredi à Paris avec les opposants.

9 Septembre 2015 - Aujourd'hui, de nombreuses voix s'élèvent pour demander que le Conseil de sécurité de l'ONU reprenne en main ce dossier, jusqu'alors confié à l'Union africaine. Djibril Ibrahim, le président du Mouvement pour la justice et l'égalité, l'un des mouvements armés darfouris, fait le point sur cette situation de blocage : « Si l'Union africaine à travers son Conseil de paix et de sécurité, met sur la table des Nations unies une proposition pour qu'elles reprennent le dossier, le Conseil de sécurité pourra difficilement dire non. Et c'est ce que nous essayons de faire. »

Pour Djibril Ibrahim, il faut « faire que l'Union africaine aille au Conseil de sécurité et dise : OK. Ces gens sont prêts à discuter de la paix, ils sont prêts pour le dialogue national, mais ils veulent d'abord que soient créées les conditions favorables à ce dialogue. Or, Béchir ne l'accepte pas. Et alors, nous pensons que le Conseil de sécurité aura les moyens de convaincre Béchir de s'asseoir à la table des négociations. »

L'enjeu est à la fois national et international. Le blocage du processus de paix met en péril plusieurs relations. Djibril Ibrahim l'explique : « Nous pensons que lorsque l'Union africaine ira voir le Conseil de sécurité, les Chinois et les Russes ne pourront pas refuser la proposition africaine. Et le Soudan sera isolé. Et en définitive, si le soutien des Chinois et des Russes disparaît, le régime soudanais sera en mauvaise posture. »

Sudan's Bashir reiterates his commitment to end rebellion by 2016

NEWS STORY

Source: Sudan Tribune

Khartoum, 8 September 2015 - The Sudanese president Omer Hassan al-Bashir has renewed his pledge to crush rebellion in Darfur, Blue Nile and South Kordofan and achieve peace by 2016.

Bashir, who attended the handing over ceremony at the defence ministry on Tuesday, reviewed the role of the Sudan Armed Forces (SAF) in defending the country, saying it continued to provide the state with qualified personnel in the entire domains.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

He pointed that SAF has been fighting since 1955 and remained strong and tenacious despite the change of governments and domestic and regional policies.

Bashir promised that 2016 will witness the end of rebellion in the country, vowing to offer his full support for the SAF in order to perform its role and duties in the required manner.

SAF and its allied militias have been fighting SPLM-N rebels in Blue Nile and South Kordofan since 2011 and a group of armed movements in Darfur since 2003.

The Sudanese president expressed his appreciation to the outgoing minister of defence Mustafa Osman Obied, saying he carried out his assignment with skill, merit and competence.

Bashir added that the incoming defence minister, Awad Ibn Auf has held several senior positions at SAF besides serving as Sudan's ambassador to Sultanate of Oman, saying he acquired a lot of expertise that qualify him to accomplish his current task to the fullest.

Ibn Auf, for his part, promised to complete the plan for developing SAF in collaboration with the Joint Chiefs of Staff in order to reach new horizons, stressing he would pay full attention to the serviceman as the cornerstone for the modernization, development and rebuilding of SAF.

He praised the role of SAF and the other regular forces and their willingness to sacrifice in order to achieve peace and security throughout the country.

The defence minister also called upon arms bearers and the "outlaws" to join the peace process in order to participate in Sudan's development.

"SAF is a national institution that is characterized by fixed work contexts which make replacement and substitution a motive for improvement and excellence" he added.

Ibn Auf said he received full cooperation from SAF's officers, non-commissioned officers and soldiers which enabled him to carry out his duties in a more satisfactory manner.

He praised his predecessor, Mustafa Obied saying he is known for his impartiality, loyalty, skills and expertise.

Sudan accuses Uganda of orchestrating AUPSC – rebel meeting

NEWS STORY

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Source: Sudan Tribune

7 September 2015 - A Sudanese presidential assistant has accused Uganda of orchestrating a meeting in Addis Ababa last month between the African Union Peace and Security Council (AUPSC) and the Sudanese rebel groups.

Ibrahim Mahmoud Hamid, who is also the deputy chairman of the ruling National Congress Party (NCP), said the meeting had been organized by Uganda's representative to the AUPSC. Describing the move as a 'unilateral act', Hamid further stressed that it set a precedent for violating the AU charter.

He said the Sudanese government had officially demanded an explanation.

In an interview with the Turkish news agency Anadolu published Monday, Hamid said that the AUPSC's meeting with the rebel and opposition groups would have "negative repercussions as manifested by dealing with rebel and hardline groups that are playing havoc with peace in many countries."

Sudanese opposition leaders held a meeting with AUPSC on August 24, on the eve of a session during which the 15-member body heard a report by Thabo Mbeki on his efforts to facilitate the dialogue process in Sudan.

At the conclusion of that session, the Council called for a national dialogue preparatory meeting on the issues related to the process and procedures between the government and the opposition groups in Addis Ababa.

Among those who attended that meeting were al-Sadig al-Mahdi, Head of the National Umma Party, and Malik Agar, Chairman of Sudanese Revolutionary Front (SRF), a coalition of rebel groups, including three movements from western Sudan region of Darfur and the SPLM-North which is fighting the government troops in Blue Nile and South Kordofan states.

Last March Khartoum turned down an invitation by the African Union High Level Implementation Panel (AUHIP) for a pre-dialogue meeting with its rivals. That stance was read by the opposition as "backing off" from an African roadmap that the NCP had endorsed in September 2014.

Hamid denied any disagreements between his government and the AUPSC, which had mandated the AUHIP led by former South African President Thabo Mbeki to mediate between the Sudanese parties.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

While describing Khartoum's relations with the AUPSC member states as 'generally good', the Sudanese official pointed an accusing fingers at Uganda, which had strained relations with his government.

He interpreted the PSC delegate's absence from the hearing of the opposition groups as an indication that the meeting 'was not official'. However, he called for "denouncing this precedent which can open the doors for armed rebels and terrorist organizations to have access to the African Union premises".

The African Union is trying to rescue a faltering dialogue launched by President al-Bashir early last year, but was boycotted by the major political and armed opposition groups, in protest against al-Bashir's rejection of their preconditions.

In August 2014 the AU extended the mandate of the AUHIP and tasked it with the facilitation of the dialogue process, in addition to his mediation between Khartoum and Juba, and between Khartoum and the SPLM-N rebels.

The opposition groups say they are not opposed to holding the dialogue inside the Sudan. However, they are insisting that a pre-dialogue meeting be held abroad, under an African patronage, to create conducive environment for the dialogue.

On its part, Khartoum is still insisting that any discussions related to the political process should be held inside the Sudan and offered to guarantee the safety of the rebel leaders in case they accept to attend.

At its meeting on August 25, the AUPSC allowed mediator Mbeki 90 days to file a report on 'the engagement of all Sudanese stakeholders in the efforts to hold serious, all-encompassing national dialogue as contemplated in the road map'.

Sudan's FM to meet with U.S. secretary of state

NEWS STORY

Source: Sudan Tribune

8 September 2015 - Sudan's foreign minister Ibrahim Ghandour said he was due to meet with Secretary of State John Kerry on the sidelines of the United Nations General Assembly (UNGA) meetings scheduled for September 19 in New York.

Ghandour said the meeting was in the context of the ongoing bilateral dialogue.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

“Our dialogue with Washington will not stop,” he told a number of foreign news agency correspondents in Khartoum Tuesday.

Referring to the talks US Special Presidential Envoy Donald Booth had in Khartoum recently, Ghandour said it centered on building normal relations between the two countries.

“This can only be achieved by lifting Sudan’s name from the terrorism sponsors list, writing off its debts and lifting economic sanctions,” he further said.

Sudan has been on the US list of countries supporting terrorism since 1993, for allegedly providing support and safe haven for terrorist groups. Washington has also imposed economic sanctions on the African country since 1997, on accusations of human rights violations.

Although it admits that Khartoum has become a partner in fighting terrorism, the US administration claims that the country still plays host to some terrorist groups and has connections with groups classified as terrorist.

The Sudanese Minister declined to give any details about the outcome of the three-day talks with the American delegation in Khartoum.

“We have agreed not to share news of the talks with the media,” he said.

Commenting on the draft resolution lodged by the United States at the UN Human Rights Council (UNHRC) to relegate Sudan to agenda item 4, Ghandour said it was part of a consistent campaign against Sudan. “But it will not succeed,” he affirmed.

Last week, media reports said that Washington had embarked on moves within the UNHRC to move Sudan back to agenda item 4 which would allow intervention under chapter 7 of the UN charter.

The US representative announced during a procedural session at the UNHRC that his country intended to lodge a draft resolution to relegate Sudan to agenda item 4, which provides for appointing a special rapporteur for human rights in the country.

Regarding the International Criminal Court (ICC)’s arrest warrants against senior Sudanese officials, the minister said: “Sudan announced from day one that it will not deal with this court because it is not a member of the Rome Statue.”

He pointed out that the African Union is spearheading legal efforts to confront the ICC.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The Sudanese minister denied that his country's relations with the African Union's Peace and Security Council (AUPCS) were strained because the Council had set a time limit for Sudan to resolve its peace and war issues.

"The three month respite set by the Council is not meant for Sudan. It is for the African High Level Mechanism headed by Mbeki," he explained, adding "No one can set time limit warnings for Sudan. Sudan is a founding member of the African Union. No one can set such conditions to us."

AL-BASHIR AND NEW YORK MEETINGS

Regarding who will represent Sudan at the UN General Assembly, the Minister did not rule out the President's participation.

"Sudan has an unequivocal right to have its president representing it at any international or regional forum. Al-Bashir is a symbol of Sudan. He has absolute rights to attend the New York meetings. I can't see why he can't go," he said, but he quickly added, "Unless compelling circumstances barred him."

A senior Sudanese diplomat, who spoke on condition of anonymity, told Sudan Tribune Monday that Sudan's delegation to the summit would be led by the Foreign Minister, not the President as previously announced, adding that the delegation will be comprised of nine members.

Sources at the presidency and at the ministry of foreign affairs confirmed to Sudan Tribune that no physical arrangements for al-Bashir's departure had been made. None of the officials who would normally accompany the President in his trips abroad has been asked to submit their papers to the US Embassy," the sources said, arguing that the President's attendance of the New York meetings is unlikely, given the tight time limit and the difficulty of obtaining entry visas at such a short notice, particularly given the tight US formalities.

UNIVERSITY CHANCELLORS' US VISIT

In a related development, the ministry of foreign affairs disclosed that a delegation of chancellors of Sudanese universities will visit the United States within the forthcoming days.

State minister of foreign affairs Obeid-Allah Mohamed Obeid-Allah said the visit comes in the context of bilateral cooperation in education, following the US decision to exempt education from the embargo.

Obeid-Allah said the chancellors will meet their American counterparts.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

He pointed out that the relations between Khartoum and Washington were improving significantly and constantly. “The fact that members of the Sudanese parliamentary delegation were issued entry visas is a strong signal of a positive change in Washington’s stance,” he said.